

Initiative Spotlight

Magazine d'informations du Programme de l'Initiative Spotlight au Mali

N°001 Décembre 2019



Lancement officiel de l'Initiative Spotlight au Mali

Le cri de cœur des femmes et filles du Mali pour éliminer les violences à leur égard

mali.un.org

 [@GlobalSpotlight](https://twitter.com/GlobalSpotlight)



Edito

Mbaranga Gasarabwe

Un grand pas dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles

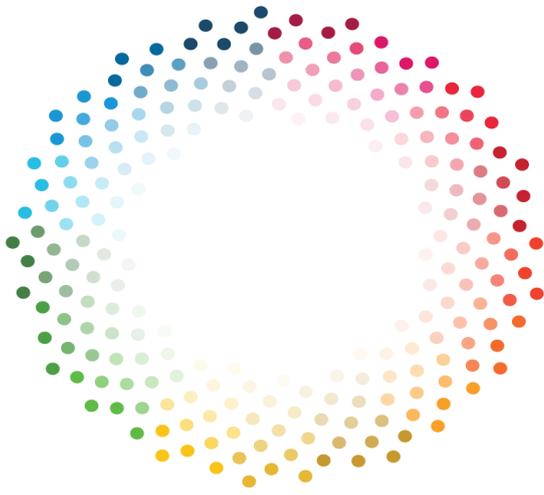
Lancé officiellement le 5 décembre 2019 en présence des membres du Gouvernement, des autorités religieuses et coutumières, des activistes de la société civile, des partenaires techniques et financiers, des groupements de femmes et filles, le programme de l'initiative Spotlight est accueilli avec plein d'espoir au Mali.

Avec ses cinq (5) piliers qui interviennent entre autres sur le Cadre législatif et politique, Renforcement des institutions, Prévention et normes sociales, Fourniture de services de qualité, la Disponibilité des données et des capacités, et le Renforcement du mouvement féminin, le programme se veut exhaustif pour agir sur tous

les pesanteurs pouvant aider à éliminer les violences faites aux femmes et aux filles.

Pour une durée de 5 ans, les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako seront ciblées par le programme. En plus des départements ministériels compétents, les Agences des Nations Unies concernées (PNUD, UNHCR, UNFPA, UNICEF et ONUFEMMES) travaillent aussi avec les organisations non gouvernementales pour une plus grande appropriation.

Nous avons espoir que ce programme sera le grand pas qui nous permettra, tous ensemble, de faire le bon de géant pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles au Mali.



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*

L'initiative Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles d'ici 2030.

L'initiative Spotlight est le plus vaste effort ciblé au monde visant à mettre un terme à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

Lancés avec un financement initial de 500 millions d'euros de l'Union européenne, l'initiative Spotlight représente un effort mondial sans précédent visant à investir dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, condition préalable et moteur de la réalisation des objectifs de développement durable.

L'initiative Spotlight répond à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, en mettant l'accent sur la violence domestique et familiale, la violence sexuelle et sexiste et les pratiques préjudiciables, le féminicide, la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle et économique.

En tant que fond modèle d'action sur les objectifs de développement durable, l'initiative démontre qu'un investissement important, concerté et complet pour l'égalité des sexes et la fin de la violence peut transformer la vie des femmes et des filles.

Les programmes se concentrent sur six piliers :

Pilier 1 : Cadre législatif et politique

Pilier 2 : Renforcement des institutions

Pilier 3 : Prévention et normes sociales

Pilier 4 : Fourniture de services de qualité

Pilier 5 : Disponibilité des données et des capacités

Pilier 6 : Renforcement du mouvement féminin

Pour plus d'infos:

www.spotlightinitiative.org



« L'UNION EUROPEENNE ET LES NATIONS UNIES MAIN DANS LA MAIN CONTRE LE FLEAU DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES », BART OUVRY, CHEF DE DELEGATION DE L'UE AU MALI

Dans son allocution lors du lancement de l'Initiative Spotlight pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles au Mali le 5 décembre 2019, le chef de la Délégation l'Union européenne au Mali, Son Excellence Bart OUVRY a mis l'accent sur la particularité de ce Programme qui est une initiative conjointe des Nations Unies et de l'Union Européenne pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles.

« La violence à l'égard des femmes et des filles est un défi global qui requiert une réponse globale., a dit M. Ouvry. Un problème complexe qui nécessite des interventions qui se renforcent mutuellement à différents niveaux pour obtenir des résultats durables ».

Il a ainsi justifié cette initiative historique, « c'est la raison pour laquelle, l'Union européenne et les Nations Unies ont lancé ensemble l'Initiative Spotlight, un moyen d'appuyer une approche globale de la prévention et de la prise en compte des violences à l'égard des femmes et des filles dans les pays cibles, en partenariat avec les gouverne-

ments et la société civile, et ce, de manière innovante. »

Pour terminer, M. Ouvry a renouvelé la volonté de l'UE à continuer à appuyer la lutte contre les Violences à l'égard des femmes et des filles du Mali. « Nous, Union européenne et Nations Unies, aux côtés du Gouvernement du Mali et de la Société Civile malienne, voulons nous assurer que les femmes et les filles jouissent de leurs droits fondamentaux et participent pleinement à tous les aspects de la société - politiques, sociaux et économiques », a-t-il conclu.

En images , le lancement au Mali du Programme de l'Initiative Spotlight





LANCEMENT OFFICIEL DE L'INITIATIVE SPOTLIGHT POUR ÉLIMINER LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES AU MALI

Le Mali, l'Union européenne et les Nations Unies lancent l'Initiative Spotlight pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles. La cérémonie officielle a eu lieu conjointement avec le lancement des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre le 05 décembre au CICB à Bamako.

Placé sous la présidence de la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr. DIAKITÉ Aïssata Kassa TRAORE, le lancement de l'Initiative Spotlight au Mali a été marqué par la présence des membres du Gouvernement, de l'Ambassadeur de l'Union européenne, du Coordonnateur Résident du système des Nations Unies, des organisations de la société civile et des associations de femmes et de jeunes.

Les violences envers les femmes et les filles, également appelées violences basées sur le genre, est l'une des violations des droits de l'Homme les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices au monde.

L'Initiative Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles d'ici 2030. Cette Initiative est le plus important effort au

monde visant à mettre un terme à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

« Avec l'Initiative Spotlight, nous mettons un coup de projecteur sur le phénomène global inacceptable qu'est la violence envers les femmes et les filles. L'Union européenne, les Nations Unies, le Gouvernement du Mali et les associations de défenses des droits des femmes travailleront main dans la main pour mettre fin à ce fléau », a déclaré l'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali Bart OUVRY.

Le Mali est l'un des huit pays africains qui bénéficient de l'Initiative Spotlight pour appuyer l'action du gouvernement à éliminer les violences envers les femmes et les filles, les pratiques néfastes et les obstacles à l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive. Pour une durée de quatre ans, l'investissement de l'Initiative Spotlight au Mali

s'élève à 25 millions de dollars USD soit 14 357 325 000 CFA. Cinq localités sont ciblées par cette Initiative, notamment Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou.

« Malgré les efforts et les résultats obtenus, force est de constater que le Mali, tout comme les autres pays du sahel et au-delà, continue de faire face aux actes de violences sexuelles, liées aux conflits et aux autres violences physiques, psychologiques, économiques. Notre gouvernement est déterminé à consolider les relations avec tous les acteurs de l'Initiative Spotlight afin de lutter efficacement contre les violences faites aux femmes et aux filles », a dit la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille Dr. DIAKITÉ Aïssata Kassa TRAORE.

A travers des approches innovantes, cette Initiative vise à renforcer les cadres juridiques et les institutions, promouvoir des normes sociales favorables à l'abandon des violences basées sur le genre et des pratiques néfastes, accroître l'accès aux services de soutien aux survivantes de violences, améliorer l'usage des données statistiques de qualité et renforcer les organisations de défense des droits de la femme.

« L'Initiative Spotlight permettra de soutenir les efforts entrepris par le gouvernement du Mali pour éliminer les violences envers les femmes et les filles et les pratiques néfastes. La lutte contre les violences basées sur le genre est indispensable à la réalisation des objectifs du développement durable d'ici 2030 », a affirmé Madame Mbaranga GASARABWE, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali.

L'Initiative Spotlight s'appuiera sur les complémentarités des différents acteurs impliqués afin de mettre en place des solutions durables à travers cinq agences des Nations Unies : HCR, ONU Femmes, PNUD, UNFPA, et UNICEF.

Vous pouvez télécharger les photos de l'événement de lancement en cliquant sur ce lien : <https://www.flickr.com/photos/uncgmali/albums/72157712073926171>





Oumou, 13 ans

OUMOU, 13 ANS, SAUVÉE D'UN MARIAGE PRÉCOCE

Le mariage précoce est monnaie courante dans beaucoup de pays en Afrique Subsaharienne. Selon les statistiques, au Mali, près de 15 % des filles sont mariées avant d'avoir 15 ans et 71 % avant l'âge de 18 ans.

Dans la région de Koulikoro, à une soixantaine de kilomètres de Bamako, Oumou, une fillette de 13 ans, a échappé bel à cette pratique d'un autre âge.

« A l'âge de 13 ans, quand je faisais la classe de 5^{ème} année, un homme a demandé ma main à mes parents et ils ont accepté. J'ai alors été arrachée de l'école et envoyée chez l'homme, loin de ma famille, de mes amis et mes camarades d'école. J'étais perdue, je ne savais pas ce que je faisais dans un foyer. Je n'avais ni le corps, ni l'âge encore moins l'expérience pour tenir un foyer. Je souffrais et ma vie était devenue pénible. Heureusement, des gens ont sensibilisé mon père aux dangers que je courais. Il a été convaincu, il a regretté son acte. Il est venu me chercher pour me

ramener à la maison et j'ai repris mes études », a narré Oumou à travers sa voix frêle et son regard timide et innocent d'enfant.

« Quand je me suis rendu compte de mon erreur, je suis allé la reprendre en mettant fin au mariage pour qu'elle puisse continuer ses études et profiter de sa vie de son enfance », a raconté le père de Oumou, soulagé.

Cependant, des milliers d'autres fillettes n'ont pas cette chance d'échapper au mariage précoce. Il est donc important que les leaders communautaires et religieux, les autorités administrative et politique, les activistes des Droits de l'Homme et les partenaires des organismes internationaux continuent de conjuguer leurs efforts pour mettre fin à cette pratique néfaste.



Imam de KONODIMINI

« EN ISLAM, L'EXCISION N'EST PAS UNE EXIGENCE ABSOLUE »

L'excision reste une pratique profondément ancrée dans la société malienne avec un taux de prévalence de 89%. Les localités de la région de Ségou dont la commune rurale de Konodimini ne fait pas exception à cette règle.

Konodimini est une commune du cercle et la région de Ségou. C'est un groupement de vingt-quatre villages. La population de Konodimini essentiellement composée de Bamanan, Peuhl et Somono et majoritairement de confession musulmane, exerce l'excision comme une pratique obligation en islam.

« En islam, l'excision n'est pas une obligation absolue. Elle fait partie des pratiques pré-musulmanes », a dit l'imam de Konodimini à nos équipes lors d'une rencontre de plaidoyer communautaire. Ainsi, cette clarification de l'imam, vise à sensibiliser les populations pour l'abandon de la pratique de l'excision.

La région de Ségou dont la commune de Konodi-

mini fait partie des localités bénéficiaires de la mise en œuvre du programme de l'Initiative au Mali.

Pour rappel, depuis 2002, au Mali, il existe un projet de loi visant à pénaliser les MGF (les Mutilations Génitales Féminines) mais sa promulgation a été constamment repoussée. En effet, le code des personnes et de la famille adoptée par l'Assemblée Nationale le 3 août 2009 a été renvoyé pour une seconde lecture à la suite des vifs débats qu'il a suscité. L'objectif des nouvelles dispositions contenues dans cette réforme était de renforcer la protection des droits des femmes maliennes.



C'est à cause de l'excision qu'elles ont eu cette maladie.

TÉMOIGNAGE: « C'EST A CAUSE DE L'EXCISION QUE MES NIÈCES ONT DES PROBLÈMES URINAIRES ET DES RÈGLES DOULOUREUSES »

L'excision fait courir un grave risque aux femmes et aux bébés lors de l'accouchement, selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les Mutilations sexuelles féminines (MSF), dont la plus courante est l'excision du clitoris, entraînent des complications graves pour les femmes lors de l'accouchement et un taux de mortalité plus élevé pour leurs bébés, démontre une étude de l'OMS.

Il y a bien d'autres corollaires que causent l'excision aux femmes et aux filles. *« C'est à cause de l'excision que mes nièces ont des problèmes urinaires et des règles douloureuses. Elles ont du mal à uriner normalement et pendant les règles, elles saignent plus que la normale avec des douleurs atroces au niveau du bas-ventre »*, nous a confiés la tante de deux fillettes excisées dans la région

de Ségou.

Pour sensibiliser les populations à l'abandon de cette pratique, nos équipes du programme de l'Initiative Spotlight et les partenaires d'exécution, notamment les organisations de la société civile, sont engagées et sont déployés dans les cinq (5) régions concernées dont Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso.

L'objectif visé est de sensibiliser les communautés à l'abandon total de l'excision



AU MALI, LE MARIAGE PRÉCOCE EST INTERDIT PAR LA LOI, MAIS...

Au Mali, la Loi interdit le mariage précoce. Et pourtant, de nombreuses fillettes sont tous les jours arrachées à l'affection de leur enfance au profit du mariage très souvent forcé. La section d'Amnesty International (AI) pour le Mali note que le mariage précoce et forcé « demeure une pratique courante au Mali, en particulier dans les zones rurales » (AI 8 mars 2016).

Selon un officier de police judiciaire, « il y a très peu de plaintes pour cas de mariage précoce. Mais à chaque fois qu'une plainte arrive à notre niveau et que la victime de ne désiste pas après, nous traduisons les auteurs devant les tribunaux », a-t-il expliqué.

En décembre 2011, le Mali a adopté la Loi n°2011 - 087 du 30 décembre 2011 portant code des personnes et de la famille, dont des dispositions relatives au mariage s'énoncent comme suit : Article 281 : l'âge minimum pour contracter mariage est fixé à dix-huit ans pour l'homme et seize ans pour la femme. Article 282 : Tout officier de l'état civil

ou ministre du culte qui célébrera le mariage d'une personne n'ayant pas atteint l'âge requis, encourra une peine d'emprisonnement de six mois à un an et une amende de 120.000 francs.

Dans son Pilier 1, intitulé « Cadre Législatif et Politique », le programme de l'Initiative Spotlight vise à faire un plaidoyer de haut niveau pour que le Mali se conforme aux normes internationales en matière d'Age minimum pour le mariage pour les filles soient à 18 ans. Aussi, ce pilier vise à renforcer la législation sur la pénalisation du mariage précoce ou forcé des mineurs.



Caravane d'information et de vulgarisation des lois et textes visant à éliminer les violences envers aux femmes et aux filles

Le 5 décembre 2019, au sein du CICB à Bamako, le Mali, l'Union européenne et les Nations Unies ont procédé au lancement officiel de l'Initiative Spotlight pour éliminer les violences à l'encontre des femmes et des filles, sous la présidence de la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr. DIAKITÉ Aïssata Kassa TRAORE, avec la présence des acteurs de la société civile, notamment des associations de femmes et de jeunes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le système des Nations unies au Mali en collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, de l'Union européenne et de la société civile a procédé à la mise en route de la caravane le lundi 16 décembre 2019 à Bamako.

Cette « caravane d'information et de vulgarisation des lois & textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes & filles » est partie de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), sur la colline de Badalabougou vers

l'Assemblée Nationale (AN), en passant devant le siège de l'Union Européenne.

Un temps d'arrêt a été observé devant la Bourse du Travail, où des associations féminines locales de Bamako, y compris des Associations de défense des droits de l'Homme comme l'Association de défense des droits des aides ménagères et domestiques (ADDAD) et l'Association des femmes vivant avec le SIDA (AFAS), l'union des réfugiés au Mali (URM) et la communauté des personnes déplacées internes (PDI), ont animé l'espace créé pour l'occasion.

« Nous nous réjouissons d'abriter le lancement de cette caravane et nous voudrions vous assurer notre disponibilité à accompagner ce processus qui vise un nombre de 22 000 étudiants dans notre faculté. Nous nous engageons à mettre à votre disposition notre salle d'une capacité de 1000 places, afin que vous organisiez en collaboration avec le comité des étudiants, une demi-journée de sensibilisation, à l'endroit de cette couche sensible de la population », a déclaré le doyen de la FSEG, le Dr THERA.

Cette caravane vise à contribuer à l'amélioration de l'état d'information, de sensibilisation et de connaissance des VBG, des VFF, des pratiques néfastes et de la santé reproductive au Mali en général, et à Bamako en particulier, ainsi qu'à la promotion du respect et de la protection des droits des femmes, des filles, des jeunes et des personnes victimes de discriminations croisées.

« A partir de cette caravane, j'ai décidé d'être un défenseur des personnes victimes de VGB. Et j'utiliserai et partagerai avec tout mon environnement les numéros verts, dont j'ignorai l'existence, pour dénoncer tout cas de VBG, à la cause » Angele Mariako, 47 ans, infirmière et membre d'une association de défense des droits des femmes.

Par ailleurs, l'objectif ultime porté par cette mobilisation est l'élimination de toutes formes de violence à l'encontre des femmes et des filles. Parallèlement, elle contribue à faire un plaidoyer auprès des autorités pour un meilleur environnement de protection des femmes et des filles au Mali.

« Mettre fin à ce fléau implique un changement profond au niveau social et un engagement de la communauté locale, nationale, régionale et internationale de la part des institutions étatiques et non étatiques, telles que les communautés traditionnelles, les organisations de la société civile, les mouvements sociaux, les universités, le secteur privé et de nombreux autres acteurs », a indiqué M. Albert Mirindi, Spécialiste du Genre au PNUD.

Le Président de la commission Femmes, Emploi, Jeunesse et Enfant, quant à lui, a déclaré « Au nom du Président de l'Assemblée Nationale du Mali, nous confirmons notre disponibilité à accompagner toute initiative visant à promouvoir un environnement protecteur pour tous les hommes et toutes les femmes de ce pays. Les dispositions sont en cours, en collaboration avec le Gouvernement pour statuer sur la loi relative aux violences basées sur le genre » l'honorable Moussa Diarra,

Le 20 décembre 2019, à Ségou, une autre caravane est partie de la salle de spectacle « Mierou BA » pour le gouvernorat en passant le marché de Médine, le boulevard de l'an 2000, le marché du châteaueu et le rond-point central de la ville. Au lancement, M. le Maire de la commune urbaine de Ségou M. Toure, s'est dit honoré de lancer cette caravane au nom de sa commune et a salué l'initiative qui, selon lui, permettra aux femmes et aux filles de vivre dans la paix et la concorde.

« Je suis enseignante, membre active de la CAFO. Sachant que les violences faites aux femmes et aux filles constituent un frein au développement de notre société, je m'associe pleinement à l'idéal de cette caravane, parce que ce sujet de Violence faite aux femmes et aux filles est considéré comme sujet tabou par la société ...Ce combat est une lutte de longue haleine, il vaut mieux être bien outillée pour impulser le changement de comportements vis-à-vis de ce fléau » Saran Kone, Ségou.

Durant cette campagne, des textes pertinents en vigueur et des gadgets d'information et de sensibilisation sur les principaux thèmes de violations des droits des femmes ont été distribués afin de sensibiliser les personnes sur place.

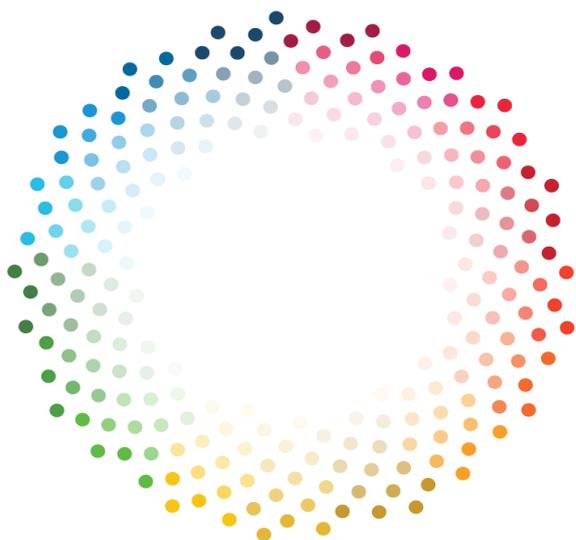
D'autre part, à l'Assemblée nationale, un message de plaidoyer a été délivré par une fille et une remise de document montrant l'écart d'alignement des textes nationaux aux standards internationaux a été faite.

« Nous vous prions de laisser les filles aller à l'école. Lorsque vous les envoyez à l'école, faites-en sorte qu'elles y restent. ». Tel a été le message de la petite fille à l'endroit des autorités de la région, représentées par le Gouverneur de Ségou.

Le Gouverneur de la région, M. Biramou Sissoko, après avoir salué l'initiative de la caravane a exprimé son inspiration par la mobilisation des personnes présentes à cet événement à Ségou et plus singulièrement par le message qu'il a délivré. Il a réaffirmé le « soutien des plus hautes autorités de l'Etat à toutes les questions visant à pérenniser la dignité des filles et les femmes » et a invité toute la population de Ségou à veiller au respect de l'intégrité physique et morale de la femme et de la fille... ».

Vous pouvez télécharger les photos de l'événement de lancement en cliquant sur ce lien :

<https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxfVTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ>



Initiative Spotlight

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*



Contacts:

Marianne Mara Foulah

Chargée de la Coordination du Programme de l'Initiative Spotlight

Cell: +223 82 28 37 12

Email: marianne.mara.foulah@one.un.org

Maison Commune des Nations Unies, Badalabougou Est, Bamako, Mali

Equipe d'édition

Directeur de publication: Mbaranga Gasarabwe (@MbarangaUN)

Directeur de Rédaction: Francis Negué Rédacteur en chef et concepteur : Mamadou Bakary Traoré

Contributions: Equipe de projets Spotlight UNICEF, UNHCR, UNFPA, PNUD, ONUFEMMES